

Forum : Forum citoyen sur la gouvernance

Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain?

Nom de la Citoyenne : Amélie Betancourt

Situation familiale ● Marié/en couple ○ Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire ● Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je m'appelle Amélie Betancourt, j'ai 32 ans et je suis maire de mon village du massif central. En même temps que je gouverne, je reste une éleveuse de vaches d'Aubrac, une activité intégrale à l'identité de notre territoire. Je suis chargée du bien être des citoyens de mon village. Tous les jours, je partage mon temps entre la gestion de ma commune et ma vie agricole, me permettant ainsi de comprendre les préoccupations des habitants du village.

Je veux d'abord rappeler que la gouvernance ne consiste pas à contrôler la population ni imposer des décisions venues d'en haut. Au contraire, la gouvernance doit permettre aux citoyens de participer activement aux choix qui influencent leur jour à jour. Une bonne gouvernance repose sur le dialogue, la coopération et la confiance entre les élus, les habitants et les différents acteurs. Je pense que les décisions sont d'autant plus légitimes lorsqu'elles sont prises avec ceux qui en subissent directement les conséquences.

À titre personnel, je suis une mariée qui envisage de commencer sa famille tout en poursuivant mon travail d'élevage avec mon troupeau de vaches. Grâce à cette double responsabilité, je trouve que je suis d'autant plus sensibilisée aux enjeux du long terme. Dans de nombreux villages, les habitants sentent parfois que les décisions sont prises sans prendre en compte leurs réalités. C'est pour cette raison que je suis convaincue que les collectivités locales doivent disposer davantage de moyens d'autonomie pour répondre aux besoins spécifiques de leurs territoires.

De plus, je suis également préoccupée par les conséquences de l'accord commercial entre l'Union Européenne et le Mercosur. Nous, éleveurs français, sommes soumis à des normes sanitaires, environnementales et de bien-être animal qui sont parmi les plus exigeantes au monde. Pourtant, cet accord risque de faire augmenter les importations de viande produite selon des standards moins stricts. Une concurrence comme celle-ci fragilise les exploitations familiales qui se trouvent déjà en difficulté économique et remet en cause la souveraineté alimentaire de nos territoires.

Pour ces raisons, je défends une gouvernance plus horizontale, où les décisions sont prises en rassemblant les habitants, les élus locaux et les professionnels concernés. Je crois qu'un monde plus juste et durable ne pourra être construit qu'en redonnant une véritable place aux territoires et à ceux qui les font vivre.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je souhaite renforcer la participation des citoyens aux décisions locales que nous prenons. Les habitants connaissent mieux que tous les besoins de leur commune et doivent être capables de s'exprimer régulièrement auprès de leurs élus, au-delà des seules élections. J'aimerais mettre en place des réunions publiques, des consultations citoyennes ou bien des budgets participatifs qui permettent de rapprocher les élus de la population et de créer et mettre en place des projets plus adaptés aux réalités locales.

Je cherche également à assurer que les collectivités locales disposent d'une plus grande autonomie dans leurs décisions. Les communes rurales font face à des défis spécifiques s'agissant par exemple de l'accès aux services publics, du maintien des commerces, de la mobilité ou du soutien à l'agriculture. Une gouvernance plus horizontale implique que les décisions soient prises au niveau le plus proche possible des citoyens, tout en favorisant la coopération entre les différents territoires.

En tant qu'éleveuse, je pense qu'il est indispensable de mieux protéger les agriculteurs face à la concurrence internationale qui ne respecte pas les mêmes exigences. Voici pourquoi je m'oppose à l'accord avec Mercosur tant que les produits importés de l'étranger ne répondent pas aux mêmes normes environnementales, sanitaires et sociales que celles qui sont imposées aux producteurs européens. Il est essentiel que les politiques commerciales tiennent davantage compte des réalités vécues par les agriculteurs.

Enfin, je pense qu'une gouvernance renouvelée doit encourager les initiatives locales. Les communes, les associations, les exploitations agricoles et les entreprises de proximité possèdent une connaissance précieuse de leur territoire. En leur donnant davantage de responsabilités et de moyens, il est possible de construire des solutions innovantes, adaptées aux besoins des habitants et respectueuses des spécificités locales.

En résumé, je défends une gouvernance plus horizontale, fondée sur l'écoute, la participation citoyenne et la confiance envers les territoires. Je suis convaincue que l'avenir passe par des décisions prises avec les citoyens plutôt que pour eux, tout en protégeant notre agriculture, notre souveraineté alimentaire et la vitalité de nos communes rurales.